

– PROJET ECOALITÉ

INFORMATION POUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Institut International des droits de l'Homme et de la paix, dont le siège social est situé au Pentacle, 5 avenue de Tsukuba, 14200 Hérouville Saint Clair numéro de TVA SIRET 502 674 849 000 26 mail contact@2idhp.eu (ci-après, " Titulaire "), en tant que responsable du traitement des données, a l'intention de vous informer que, conformément à l'art. 13/14 Règlement UE n. 2016/679 (ci-après, "GDPR"), vos données seront traitées de la manière et aux fins suivantes :

1. Objet du traitement des données

Le responsable du traitement traite les données à caractère personnel (telles que le nom, le prénom, la raison sociale, l'adresse, le numéro de téléphone, l'adresse électronique, les coordonnées bancaires et de paiement, ci-après dénommées "données à caractère personnel" ou même "données") que vous avez fournies en vue de la réalisation des objectifs du projet "ECOality : les jeunes et les autorités locales ensemble pour une justice climatique et sexospécifique".

2. Finalité du traitement

Vos données personnelles ne sont traitées qu'avec votre consentement spécifique aux fins suivantes :

1. Gestion des activités du projet ECOality.
2. Développement d'études, de recherches et de statistiques dérivées des activités du projet ECOality.
3. Utilisation d'images et/ou de vidéos collectées lors de formations, d'activités, d'événements ou de conférences et/ou de citations tirées d'interviews, sous quelque forme que ce soit et gratuitement dans tout média, site web, publication ou article utile à la promotion des activités du projet ECOality et de l'association Institut international des droits de l'Homme. Les images peuvent être utilisées dans le monde entier et dans tous les domaines (publications, projections, Internet). L'utilisation est également interdite dans tous les cas qui portent atteinte à l'honneur, à la réputation et à la dignité de la personne.

3. Profilage

Nous vous informons que des informations seront recueillies et sauvegardées (par le biais des cookies) et que des ressources seront employées sur le dispositif de l'utilisateur lorsque celui-ci interagit avec le site web de l'Institut international des droits de l'Homme. Ces technologies sont définies comme des "outils de suivi". Le site web de l'Institut international des droits de l'Homme utilise des outils de suivi directement gérés par le responsable du traitement des données (généralement définis comme des outils de suivi "de première partie") et des outils de suivi qui permettent des services fournis par des tiers (généralement définis comme des outils de suivi "de troisième partie"). Vous pouvez consulter la typologie des outils de suivi utilisés dans la Politique en matière de cookies.

4. Méthodes de traitement et période de conservation des données

Le traitement de vos données personnelles s'effectue selon les opérations indiquées à l'article 4, paragraphe 2 du RGPD, à savoir : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, la consultation, le traitement, la modification, la sélection, l'extraction, la comparaison, l'utilisation, l'interconnexion, le blocage, la communication, l'effacement et la destruction des données. Vos données personnelles font l'objet d'un traitement à la fois papier et électronique et/ou automatisé.

Le traitement peut être effectué sur papier et sous forme électronique et sera réalisé de manière à garantir la sécurité et la confidentialité des données conformément à la législation en vigueur, guidée par les principes de loyauté et de légalité du traitement.

L'Institut international des droits de l'Homme traitera les données personnelles uniquement pendant la durée nécessaire à la réalisation des objectifs visés à l'article 2 et, en tout état de cause, pendant une durée maximale de dix ans à compter de la conclusion du projet Ecoality. Vos données peuvent également être effacées à votre demande (article 9).

5. Catégories d'entités auxquelles les données peuvent être divulguées

Vos données peuvent être rendues accessibles aux fins décrites à l'article 2 :

1. Aux employés et collaborateurs de l'Institut international des droits de l'Homme en France et à l'étranger qui sont autorisés à traiter les données.
2. A l'entité de financement et aux autres entités impliquées dans les activités de gestion et de comptabilité du projet ECOality.
3. Aux partenaires du projet ECOality opérant en France et à l'étranger.

4. Aux employés et collaborateurs d'Oxfam Italie Intercultura en leur qualité de responsables externes du traitement des données.
5. à des sociétés tierces ou à d'autres entités (telles que des banques, des cabinets professionnels, des consultants, des compagnies d'assurance fournissant des services d'assurance, des établissements d'enseignement, des sociétés de télémarketing, des entités chargées de créer ou de mettre à jour des systèmes de gestion d'entreprise, etc.) qui effectuent des activités externalisées au nom d'Oxfam Italie, agissant en tant que responsables externes du traitement des données.

Sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un consentement explicite (article 6(b) et (c) du GDPR), de l'Institut international des droits de l'Homme peut divulguer vos données aux organes de contrôle, aux autorités judiciaires, aux compagnies d'assurance fournissant des services d'assurance et à d'autres entités auxquelles la communication est obligatoire en vertu de la loi pour l'accomplissement des objectifs susmentionnés. Ces entités traiteront les données en leur qualité de responsables indépendants du traitement des données.

6. Transfert de données

Les données personnelles sont stockées sur des serveurs situés dans l'Union européenne. Toutefois, il est entendu que le responsable du traitement des données peut transférer des serveurs vers des pays non membres de l'Union européenne si nécessaire. Dans ce cas, le responsable du traitement des données s'assure que le transfert des données vers des pays non membres de l'UE se fera conformément aux dispositions légales applicables, y compris la signature des clauses contractuelles types fournies par la Commission européenne.

7. Nature de la fourniture de données et conséquences d'un refus

La fourniture de données aux fins décrites à l'article 2 est facultative. Vous pouvez choisir de ne pas fournir de données ou de refuser ultérieurement la possibilité de traiter les données déjà fournies : dans ce cas, vous ne pourrez pas participer aux activités du projet ECOality ni recevoir d'informations et de documentation relatives aux activités du projet.

8. Droits de la personne concernée

En tant que personne concernée, vous disposez des droits énoncés aux articles 15 à 22 du GDPR, en particulier les droits suivants :

1. Obtenir la confirmation de l'existence ou non de données à caractère personnel vous concernant, même si elles ne sont pas encore enregistrées, et recevoir communication de ces données sous une forme intelligible.
2. Obtenir des informations sur : a) l'origine des données à caractère personnel ; b) les finalités et les méthodes de traitement ; c) la logique appliquée en cas de traitement à l'aide de moyens électroniques ; d) les données d'identification du responsable du traitement, des sous-traitants et du représentant désigné en vertu de l'article 3, paragraphe 1, du RGPD ; e) les entités ou catégories d'entités auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées ou qui peuvent en prendre connaissance en leur qualité de représentants désignés au sein de l'État, de sous-traitants ou de personnes désignées.
3. Obtenir : a) la mise à jour, la rectification ou, le cas échéant, l'intégration des données ; b) la suppression, l'anonymisation ou le verrouillage des données traitées illégalement, y compris celles dont la conservation n'est pas nécessaire aux fins pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ultérieurement ; c) l'attestation que les opérations visées aux lettres a) et b) ont été notifiées, y compris leur contenu, à ceux à qui les données ont été communiquées ou diffusées, sauf si cet accomplissement est impossible ou implique un effort disproportionné par rapport au droit protégé.
4. S'opposer, en tout ou en partie : a) pour des raisons légitimes, au traitement des données personnelles vous concernant, même si elles sont pertinentes au regard de la finalité de la collecte ; b) au traitement des données personnelles vous concernant pour l'envoi de matériel publicitaire ou de vente directe ou pour la réalisation d'études de marché ou de communication commerciale, en utilisant des systèmes d'appel automatisés sans intervention d'un opérateur via e-mail et/ou des méthodes de marketing traditionnelles via le téléphone et/ou le courrier. Veuillez noter que le droit d'opposition de la personne concernée, décrit au point b), s'étend aux méthodes de marketing traditionnelles tout en préservant la possibilité pour la personne concernée d'exercer son droit d'opposition, même partiellement. Par conséquent, la personne concernée peut décider de recevoir uniquement des communications par des méthodes traditionnelles ou uniquement des communications automatisées ou encore aucun type de communication.
5. Le cas échéant, vous disposez également des droits prévus aux articles 16 à 21 du RGPD (droit de rectification, droit à l'oubli, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit d'opposition), ainsi que du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

9. Modalités d'exercice des droits

Vous pouvez exercer vos droits à tout moment en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au contrôleur des données - 5 avenue de Tsukuba 14200 Hérouville-Saint-Clair ou en envoyant un courriel à contact@2idhp.eu

10. Contrôleur des données et sous-traitants

La liste actualisée des contrôleurs des données et des sous-traitants est conservée au siège du contrôleur des données. Pour obtenir des informations, vous pouvez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante : contact@2idhp.eu.

Rev 0 du 12/09/2024